



CHRONIQUES DE LA BATAILLE POUR PRESERVER L'ATELIER ADO ET L'ESI DE NEMOURS



Dans la fiche n° 4, préparatoire au groupe de travail du 14 avril 2019, voici comment la DGFIP annonce la suppression de 180 emplois, et de 13 ateliers d'acquisition de données (ADO) sur les 16 existant aujourd'hui :

« Les plateaux physiques de petite taille sont structurellement fragiles pour pouvoir faire face aux absences normales et aux départs d'un ou plusieurs agents. Il s'agit des ateliers de Bordeaux, Poitiers, Nantes, Nevers, Strasbourg, Lille et Versailles, qui **seront fermés au 1er septembre 2020**.

Une cible à 45 ETP fin 2020 puis 30 à l'horizon 2022-2023, correspond aux activités résiduelles. Une concentration sur un site unique n'apparaît pas souhaitable, à la fois pour conserver des équipes de taille adaptée mais également afin de préserver les compétences techniques très spécifiques liées à d'autres activités. En conséquence, l'organisation cible s'appuiera dans un premier temps sur les ateliers des trois sites de Reims, Angers et Clermont-Ferrand. Les autres ateliers (Amiens, Longuenesse, Marseille, **Nemours**, Orléans et Rouen) **seront fermés au 1er septembre 2020**. (...).

Il sera veillé à la meilleure application des conditions de **reconversion** des agents qui ne partiront pas à la retraite, selon les modalités prévues dans les instructions RH pour les agents des DiSI dont le poste est supprimé en cas de réorganisation de leur mission. »

C'est un coup de massue terrible et intolérable ! Pourquoi ?

- Avec les nouvelles règles de gestion, la fermeture de l'atelier signifie la suppression corrélative des postes concernés, et l'obligation de postuler au mouvement national sur des emplois **vacants en Seine-et-Marne** : peu de collègues auraient la certitude de rester à Nemours (ESI ou SIP/SIE).
- La DGFIP a fait le « forcing » pour accélérer l'indexation des fiches hypothécaires. Elle écrit dans la fiche n° 4 : « La baisse constante de l'activité ADO a permis la prise en charge du chantier d'indexation des fiches hypothécaires pour laquelle la DGFIP a un engagement de fin des travaux au 3e trimestre 2020. Compte tenu de l'avancement de la production, toutes les bases des SPF **seront indexées au premier trimestre 2020**. » Quel cynisme : plus les agents travaillent vite et bien, et plus vite leur service est supprimé ! Quel remerciement !
- La DGFIP a utilisé les services d'une société privée dont les effectifs sont égaux à la moitié des effectifs des fonctionnaires !
- Pire encore, la DGFIP n'a rien fait pour retrouver des missions nouvelles.
- Il est question de « reconversion » pour des agents qui ont fait toute leur carrière à l'ESI de Nemours depuis des dizaines d'années, et dont la moyenne d'âge est de 58 ans et demi !

A l'appel des sections de la CGT Finances Publiques et de Solidaires Finances Publiques, les personnels de l'ADO, avec les autres collègues de l'ESI se sont réunis massivement en heure mensuelle d'information à trois reprises. Ils ont décidé que le 9 mai, le jour de la grève appelée par les fédérations syndicales des fonctionnaires, l'ESI de Nemours serait bloqué.

Le 9 mai, l'ESI a été bloqué, avec des dizaines de collègues présents à 6 H 30, 70 % de grévistes au moins à l'ESI, 100 % de grévistes à l'atelier du cadre C au cadre A+. Personne n'est rentré sauf le Directeur. (Cf le reportage photo au verso).

La revendication est claire :

Pas de fermeture de l'atelier ! Aucun agent sur le carreau ! Retrait de la fiche n° 4 !

Et maintenant ?

Il ressort de toutes les entrevues professionnelles ou syndicales, que la DGFIP (avec ses déclinaisons locales) insiste lourdement pour que les agents de l'ADO participent à des « entretiens individuels en vue de leur reconversion ». Les agents de l'ADO ont décidé d'accéder à un « entretien collectif » qui doit se dérouler prochainement.

Entretien individuel ou pas, la revendication de l'exigence de « Pas de fermeture de l'atelier », avec « Aucun agent sur le carreau » sera-t-elle satisfaite ou pas ?

Dans un texte adressé à tous les collègues des ADO, par l'intermédiaire des sections syndicales locales, une proposition a été faite :

« Nous proposons qu'une délégation, composée de collègues de chacun des ateliers ADO, avec les organisations syndicales, demande à être reçue par la DG, pour faire valoir nos exigences. »

Nous proposons aux collègues dans chaque atelier de constituer leur délégation. »

Nous constatons que la CGT FiP de la DiSI Nord, direction la plus frappée, donne son accord avec la proposition de Nemours.

Organisons la délégation partout, que cela soit dans les ateliers menacés de fermeture, comme dans ceux « épargnés » pour l'heure !

Le « reportage Photo »



6 h 30 : avec un vent à 80 km/h et une pluie battante, pas facile de poser les banderoles !



7 h 00 : ouf, c'est fait, c'est posé, et bien visible ! Les autos et camions klaxonnent à tout va.



8 h 00 : tiens, la maréchaussée... Tout s'est très bien passé avec le Commissaire et les RG.



10 h 00 : la manif des fonctionnaires (profs, hôpital) de Nemours passe devant l'ESI. Quelques collègues la rejoignent pour revenir à 12 h 00. Il pleut toujours !

Le combat des collègues de l'ADO est celui de tous les agents de l'ESI de Nemours : défendre les agents de ce service avec qui nous travaillons depuis des dizaines d'années, c'est nous défendre tous, c'est défendre l'existence de l'ESI, de ses services et de ses agents. Ensemble, on va y arriver !